

---

plus en plus sur les questions énergétiques. De fait, l'été dernier à Tokyo, les chefs de gouvernement y ont consacré presque tout leur temps.

Il est clairement ressorti de cette rencontre à laquelle assistaient le Premier ministre Clark, Mlle MacDonald et M. Crosbie, que la nécessité s'impose de réduire les importations et la consommation de pétrole et de développer des sources d'énergie de rechange.

Les sept pays qui participaient au Sommet ont accepté de se fixer pour 1985 des objectifs au titre des importations de pétrole de façon à réduire leur demande sur le marché mondial. Ils se sont dotés des instruments à l'aide desquels pourront être évalués les progrès accomplis dans cette voie. D'autres pays européens ont suivi leur exemple. En eux-mêmes, les objectifs ne donnent strictement rien, mais ils fournissent des points de repère grâce auxquels peut être jaugée l'efficacité des mesures adoptées. En ce qui concerne le Canada, nos engagements internationaux vont dans le sens de l'objectif d'auto-suffisance du gouvernement et cet objectif se trouve renforcé par l'appui que lui accordent les autres grands pays industrialisés.

Les chefs de gouvernement réunis à Tokyo ont également reconnu qu'il est urgent d'encourager l'exploitation de ressources énergétiques moins conventionnelles que le pétrole. Convaincus que la collaboration internationale peut venir renforcer les efforts consentis par chaque pays, ils ont créé un groupe international des techniques énergétiques. Le GITE s'intéresse aux problèmes liés à la commercialisation des techniques qui ont fait leurs preuves mais n'ont pas encore été mises en marché. Il est chargé d'identifier les techniques les plus prometteuses, de voir à quels obstacles peuvent se heurter leurs utilisateurs et d'étudier la façon de les commercialiser par une action internationale concertée, sans écarter la possibilité d'un financement international. Les résultats de l'étude doivent être publiés d'ici la fin du mois de mars, bien avant le prochain Sommet prévu pour le mois de juin à Venise.

Evidemment, la conservation et l'exploitation d'autres sources d'énergie destinées à remplacer le pétrole prendront un certain temps. Dans l'intervalle, les pays industrialisés — et les autres aussi, d'ailleurs — risquent de subir des interruptions de leurs approvisionnements en pétrole. Point n'est besoin de tourner le fer dans la plaie ces jours-ci.

Pour les pays industrialisés, la crise pétrolière de 1973 aura marqué les débuts d'une ère de collaboration beaucoup plus étroite qu'on ne l'aurait jamais cru nécessaire. Si de telles interruptions délibérées des approvisionnements en quelque produit que ce soit devaient se produire souvent dans le but de faire monter les prix ou d'atteindre des objectifs politiques, la conduite des relations internationales deviendrait un véritable défi. Heureusement, il arrive rarement en temps de paix que des embargos soient décrétés dans un but précis. Les pays industrialisés ont probablement davantage de raisons de craindre des pénuries par suite d'agitations dans les pays producteurs ou en raison de leur désir tout à fait légitime de faire correspondre leur niveau de production à leurs objectifs économiques et sociaux.

---